

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

6° CIRCONSCRIPTION

Robert WEILL

Professeur à la Faculté des Sciences de Bordeaux
Directeur de la Station biologique d'Arcachon
Délégué cantonal depuis 1951
Ancien Chef d'Etat-Major départemental F.F.I.
de l'Ardèche et du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur à titre militaire
Croix de guerre 1939-1945

Chers Concitoyens,

Le référendum du 28 octobre,

dont l'inopportunité était évidente,

dont les conditions juridiques et techniques étaient irrégulières,

dont le résultat affaiblit l'unité nationale,

aboutit à accroître encore, en fait sinon en droit, le pouvoir arbitraire du « Guide » et de son futur successeur. Seule une Assemblée Nationale farouchement républicaine et démocratique protègera la Nation d'un pouvoir qui déjà se place au-dessus de ses propres lois.

Sur ce terrain toutes les formations politiques, sauf l'U.N.R., ont fini — un peu tard! — par rejoindre le P.S.U. qui, seul parmi toutes, a TOUJOURS dénoncé les menaces du gaullisme et, seul parmi toutes, n'a JAMAIS dit « oui ».

Mais notre accord sur ce point ne doit aucunement dissimuler des oppositions qui restent fondamentales.

Nous sommes des **SOCIALISTES**. La prétendue « libre entreprise » capitaliste n'est à nos yeux qu'une foire d'empoigne, moralement condamnable, socialement dangereuse, techniquement inefficace. Nous admettons que l'homme s'enrichisse par son propre travail, non par le travail d'autrui. Nous admettons qu'il possède en propre des biens de consommation, non qu'il s'empare, seul ou par des trusts, des moyens de production, des sources d'énergie, des rouages vitaux de la société, et qu'ainsi il exerce sans contrôle, sans responsabilité, sans mandat, une toute-puissante et occulte autorité de fait. Nous luttons pour la socialisation de ces moyens, pour leur utilisation au bénéfice de tous, selon un plan judicieusement et publiquement établi, sous le contrôle d'organismes collectifs responsables.

Cet idéal socialiste, nous estimons que la S.F.I.O. l'a trahi, par son inertie, sa faiblesse, son « opportunisme » qui la décidait à soutenir la guerre d'Algérie et ses excès, qui l'incitait, il y a 4 ans, à remettre De Gaulle en selle, et qui aujourd'hui l'amène à abandonner la laïcité pour s'allier aux partis réactionnaires : les défenseurs de l'**ECOLE LAIQUE**, dont le C.N.A.L. a recueilli en 1960 onze millions de signatures, n'admettront jamais une telle trahison.

Nous ne sommes pas des communistes. Nous ne voulons pas que la révolution socialiste se fasse chez nous avec les méthodes qu'ils préconisent. Nous ne voulons pas de ce fanatisme quasi-religieux qui obnubile tout esprit critique, punit toute opposition comme un crime, et aboutit au totalitarisme. Mais nous estimons absurde d'en rester à la légende de « l'Homme au couteau entre les dents... » et de négliger les possibilités d'une doctrine et d'un mouvement dont la collaboration sur le terrain socialiste reste hautement souhaitable.

Cette collaboration nous la recherchons aussi sur le plan international. Les moyens de destruction massive inventés par la technique moderne ne préserveront pas la paix. Comme l'affirme le MOUVEMENT DE LA PAIX, seul le désarmement général et contrôlé peut éviter une catastrophe et libérer en même temps les immenses moyens matériels indispensables au véritable progrès humain. L'avenir des hommes sera ce qu'ils en feront eux-mêmes. Ils s'acquitteront de cette tâche selon un programme mûrement réfléchi, précis et complet — auquel l'avenir pourtant ajoutera des chapitres insoupçonnables — et en fonction d'un idéal profond, sincère et désintéressé.

Je partage, sans réserve, le programme et l'idéal du P.S.U. C'est pourquoi, fier d'avoir été investi de sa confiance, je vous demande, en son nom, de m'accorder la vôtre.

EN VOTANT ROBERT WELL VOUS VOTEREZ P.S.U.

Le PARTI SOCIALISTE UNIFIE est LE SEUL PARTI à ouvrir une voie nouvelle : celle d'une Démocratie nouvelle au service des travailleurs.

- Grâce aux formidables progrès accomplis par la science et la technique il est possible de réaliser une amélioration constante des conditions d'existence de chacun, en particulier par l'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT;
- de confier à un **SERVICE NATIONAL DE L'HABITAT**, grâce à la municipalisation des sols, la construction massive de logements accessibles aux revenus modestes;
- de faire bénéficier toute la population de l'abondance de la production agricole, grâce à la TRANSFORMATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION;
- d'assurer une véritable **DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT**, par sa gratuité complète (livres, fournitures, tronsports) pour tous les élèves et étudiants de l'enseignement public;

dans l'agglomération bordelaise

- d'implanter des industries nouvelles pour assurer le plein emploi des travailleurs, avec des salaires non rognés par les « abattements de zone » ;
- d'organiser dans la grande banlieue des services de transports en commun conformes aux intérêts et aux demandes de leurs usagers.

Pour assurer une juste répartition des richesses nationales, il faut :
— que les syndicats et les organisations professionnelles puissent se prononcer sur les grandes options des plans économiques,

— que les énormes moyens matériels concentrés par les trusts et les cartels reviennent à la nation.

C'EST POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS QUE SE BAT LE P.S.U.
C'EST POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS QUE VOUS VOTEREZ

Robert WEILL

Remplaçant éventuel : M^{me} Simone TEXIER comptable diplomée (S.C.F.), mère de dix enfants.

Comité de patronage. — MERIGNAC: Michel BOURGUET, ouvrier métallurgiste, syndicaliste C.G.T.; CALZARELLI, instituteur; Claude JAUMOUILLIE; JUNQUA, ancien déporté de la Résistance, rotativiste; Jean LAGRAVE, ouvrier métallurgiste, mutilé du travail; Raoul LEGLISE; Jean MERIC, psychologue: PAILLEY, instituteur; TASTET, agent commercial; TAUZIN-FIN, fonctionnaire. — BEGLES: Marcel BLANC, commerçant; Roger CAZAUBON, mécanicien; Fernand SIOT. — PESSAC: FERRACHAT, instituteur; Jacques HAYS. — VILLENAVE-D'ORNON: Antoine CAUDWELL, agronome; René PEYRONNET, représentant de commerce. — GRADIGNAN: LABADIE, instituteur; Henri LAGRAVE, professeur. — CESTAS: M. et Mme HIDALGO instituteurs. — CANEJAN: Jacques ROPARS, responsable régional du C.N.J.A.